

Table des matières

Description:2

Location:.....2

Documents requis pour l'annulation d'un contrat de courtage immobilier à la demande du
courtier :2

Procédures pour l'annulation du contrat par le courtier :3

Notes importantes :3



Radiation des contrats de courtage immobilier

Description:

Annulation des contrats de courtage dans le registre des courtiers immobiliers conformément à la loi n° 120 de 1982, modifiée par la décision n° 21 de 2022.

Location:

- Succursales à Maarouf, 6 Octobre, Alexandrie.

Documents requis pour l'annulation d'un contrat de courtage immobilier à la demande du courtier :

1. Remplir le formulaire de demande d'annulation du contrat, signé devant l'employé concerné par la personne concernée ou par la personne autorisée ou le représentant légal.
2. Une copie de la carte d'identité nationale ou du passeport du demandeur et l'original pour inspection.
3. Lettre originale du courtier incluant :
 - Le désir du courtier d'annuler le contrat de courtage.
 - Tous les détails du contrat à annuler.
 - Signée par la personne concernée ou la personne autorisée devant l'employé concerné, avec une signature authentifiée par la banque, ou signée par le représentant légal (si expressément indiqué dans la procuration) ou la personne autorisée.
4. Soumission de toutes les cartes d'inscription émises pour le contrat de courtage immobilier à annuler. En cas de perte de l'une d'elles, un rapport de police estampillé par un poste de police doit être fourni. Supposons que le demandeur soit un représentant légal ou une personne autorisée au nom de l'établissement. Dans ce cas, les documents suivants sont requis :
5. Copie de la procuration notariée du registre foncier avec l'original pour inspection, ou l'autorisation originale signée devant l'employé concerné ou avec une signature authentifiée par la banque.
6. Une copie de la carte d'identité nationale du représentant ou de la personne autorisée.
7. Formulaire de reconnaissance de la validité de la procuration (si le demandeur est un représentant).
8. Si le demandeur travaille pour le gouvernement, des entités publiques ou des unités de gouvernement local, il doit fournir :
 - Une lettre de son lieu de travail indiquant qu'il n'y a pas d'objection à ce que l'employé remplisse des fonctions au nom d'autrui. Si l'approbation n'est pas fournie, l'autorité notifiera son lieu de travail.

Procédures pour l'annulation du contrat par le courtier :

1. Prendre un rendez-vous via le portail (GOEIC) (pour soumettre les demandes à Maarouf, Octobre, ou au Complexe des Services aux Investisseurs à l'Autorité Générale de l'Investissement). [Lien de réservation en ligne](#). Veuillez vous référer aux instructions d'utilisation lors de la réservation du rendez-vous.
2. Soumettre les documents requis conformément aux dispositions de la loi n° 120 de 1982, modifiée par la décision n° 21 de 2022.
3. Vérification des documents.
4. Déterminer les frais à la réception de la demande.
5. Payer les frais.
6. Révision financière et technique.
7. Annuler les données du contrat de la certification des données et des produits de courtage.
8. Révision de la carte par le courtier avant de la sceller et de la recevoir.
9. Scellement et livraison.

Notes importantes :

1. Obtenez les formulaires de documents uniquement à partir du portail (GOEIC).
2. Pour les instructions sur la prise de rendez-vous via le portail (GOEIC), veuillez visiter le lien suivant : [Instructions de prise de rendez-vous](#).
3. Assurez-vous qu'un timbre de 1 EGP et un timbre de développement des ressources sont apposés sur la procuration.
4. Si la personne concernée ou la personne autorisée est hors du pays et a délégué son représentant légal pour soumettre la demande de service à l'autorité, l'autorisation délivrée par une entité étrangère doit être authentifiée par l'ambassade ou le consulat égyptien à l'étranger et déposée auprès du registre foncier en Égypte.
5. Seule une deuxième procuration est acceptée - la validité de l'autorisation est de 3 mois.
6. Si la personne représentant l'entreprise dans la soumission de la demande travaille pour le gouvernement, des entités publiques ou des unités de gouvernement local, la carte du registre des courtiers immobiliers ne sera pas livrée avant que leur lieu de travail ne soit informé.
7. Si le courtier est lié par un contrat de travail avec le producteur, le commerçant ou le distributeur, le courtier immobilier paie la moitié des frais prescrits et le prouve comme suit :
 - Si le contrat est émis localement, une copie du contrat de travail notarié par la sécurité sociale et le formulaire imprimé original de l'assurance (1S) pour le courtier doit être fournie.
 - Si le contrat est émis à l'étranger, une copie du contrat de travail notarié par la chambre de commerce compétente ou l'entité officielle qui agit en son nom dans le pays du principal étranger, authentifiée par le consulat ou l'ambassade égyptienne dans le pays du principal étranger doit être fournie.
8. Veuillez éviter les violations comme indiqué dans la loi n° 120 de 1982, à laquelle vous avez accepté de vous conformer dans vos déclarations.

